

L'économie et les finances publiques du Québec

**Constats et
orientations**

Octobre 1999

Québec 

ISBN 2-550-35047-2

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 1999

Date de parution : octobre 1999

Adresse Internet : <http://www.finances.gouv.qc.ca/>

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----------|--|-----------|
| | Introduction | 5 |
| 1 | Les progrès accomplis | 7 |
| 2 | Les défis à relever | 15 |
| | 2.1 L'économie | 17 |
| | 2.2 Les finances publiques | 23 |
| 3 | Les perspectives pour l'année 1999-2000 | 35 |
| 4 | Les orientations fiscales et budgétaires à privilégier au cours des prochaines années | 41 |
| | Conclusion | 47 |

Introduction

Dès son premier mandat, le présent gouvernement s'est engagé à redresser les finances publiques du Québec et à instaurer un climat propice à la croissance économique et la création d'emplois.

Jusqu'à maintenant, les progrès réalisés ont été remarquables :

- la croissance économique est au rendez-vous;
- le taux de chômage, qui s'élevait à 13,2 % en 1993, est descendu sous la barre des 10 %;
- le déficit budgétaire du gouvernement a été éliminé et ce, un an plus tôt que prévu.

Malgré les progrès accomplis, il reste encore des défis importants à relever tant sur le plan de l'économie que des finances publiques :

- il y a encore trop de personnes sans emploi au Québec;
- la dette publique demeure très élevée;
- le fardeau fiscal est beaucoup trop lourd et constitue un frein au développement économique.

Il faut donc poursuivre les efforts entrepris. À cet égard, le gouvernement s'est donné des objectifs ambitieux pour améliorer la compétitivité fiscale et économique du Québec.

Le Discours sur le budget déposé en mars 1999 a notamment annoncé une baisse de 1,3 milliard de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers d'ici 2002-2003, portant ainsi à 15 % les réductions à l'impôt des particuliers depuis janvier 1998.

Malgré cette réduction importante, il subsistera des écarts de fardeau fiscal significatifs entre le Québec et les autres provinces ainsi qu'avec les États-Unis. En conséquence, il faudra réduire davantage les impôts et taxes au cours des prochaines années tout en assurant un financement adéquat des services publics.

Le Québec est aujourd'hui à un point tournant. Des choix cruciaux doivent être faits en vue d'assurer un développement économique et social durable en ce début de millénaire.

C'est dans ce contexte que le présent document :

- offre un aperçu des progrès accomplis sur le plan de l'économie et des finances publiques et souligne les défis qui restent à relever;
- présente brièvement les perspectives budgétaires pour l'année financière 1999-2000;
- propose les orientations fiscales et budgétaires à privilégier au cours des prochaines années.

1 Les progrès accomplis

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONTINUE DEPUIS HUIT ANS

➔ Au cours des dernières années, des progrès importants ont été accomplis au plan économique :

- le Québec est en phase de croissance économique depuis huit ans;
- alors qu'il n'avait connu que peu de progression entre 1989 et 1994, le produit intérieur brut

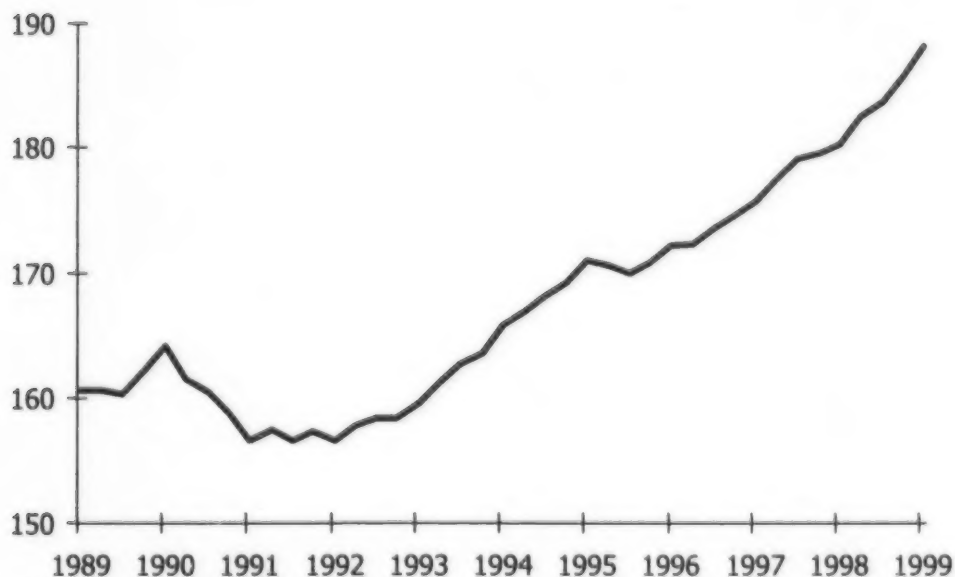
(PIB) réel s'est accru de 9,3 % entre 1994 et 1998.

➔ En 1999, la croissance économique se poursuit à un rythme rapide :

- le produit intérieur brut réel affiche une hausse de 3,7 % au cours du premier semestre de 1999 par rapport à la même période en 1998.

Produit intérieur brut réel du Québec

(en milliards de dollars de 1992)



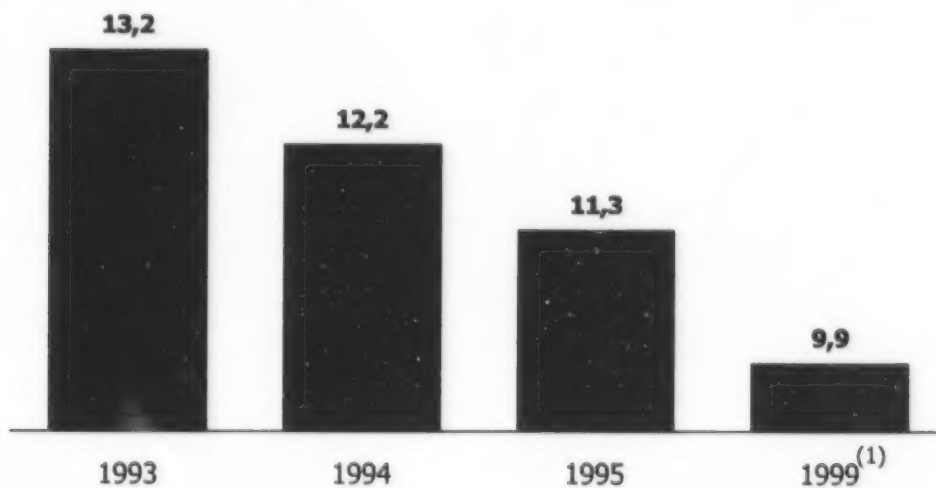
Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

UNE BAISSÉ MARQUÉE DU TAUX DE CHÔMAGE

- ➔ L'amélioration de la situation économique observée au cours des dernières années s'est répercutée sur le marché du travail et la création d'emplois.
- ➔ À cet égard, le Québec a réalisé des progrès notables :
 - le taux de chômage, qui s'élevait à 13,2 % en 1993, s'est établi à 9,9 % en moyenne au cours des huit premiers mois de 1999;
 - il s'agit d'une baisse de plus de 3 points de pourcentage.
- ➔ Même si le taux de chômage demeure encore trop élevé, l'amélioration de l'économie aura eu des effets positifs pour l'ensemble des citoyens du Québec, en offrant ainsi de meilleures perspectives d'emploi et en réduisant par le fait même le nombre de personnes touchées par ce fléau social que représente le chômage.

Taux de chômage au Québec

(en pourcentage)



(1) Moyenne de janvier à août.

Source : Statistique Canada.

INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS : FORTE PROGRESSION AU QUÉBEC

➡ Selon l'enquête sur les intentions d'investir de Statistique Canada, les investissements non résidentiels du secteur privé devraient croître de 11,7 % en 1999 :

- il s'agit d'un résultat nettement supérieur à celui que devraient afficher le Canada (7,7 %) et l'Ontario (6,8 %).

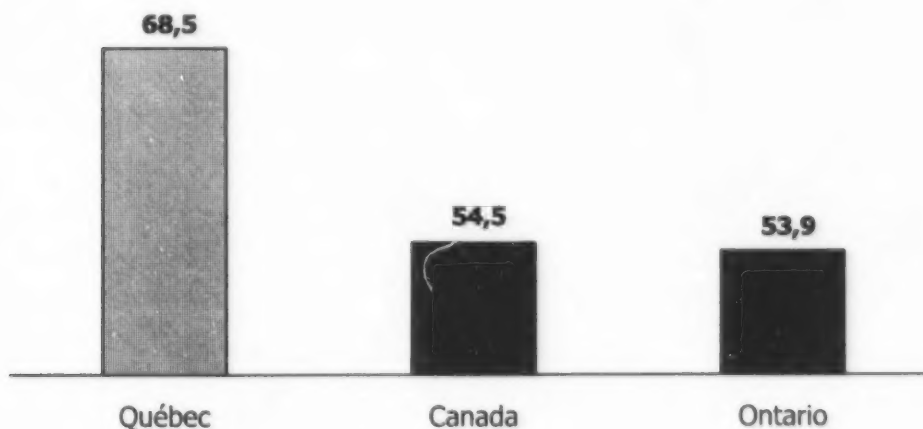
➡ Au cours des dernières années, le Québec a connu d'importants pro-

grès à ce chapitre. Alors qu'en 1994, les investissements non résidentiels du secteur privé totalisaient 11,2 milliards de dollars, ils s'élèvent aujourd'hui à 18,8 milliards de dollars.

➡ Depuis 1994, ceux-ci ont donc progressé de 68,5 % au Québec, soit plus qu'au Canada (54,5 %) et qu'en Ontario (53,9 %).

Croissance des investissements non résidentiels privés depuis 1994

(en pourcentage)



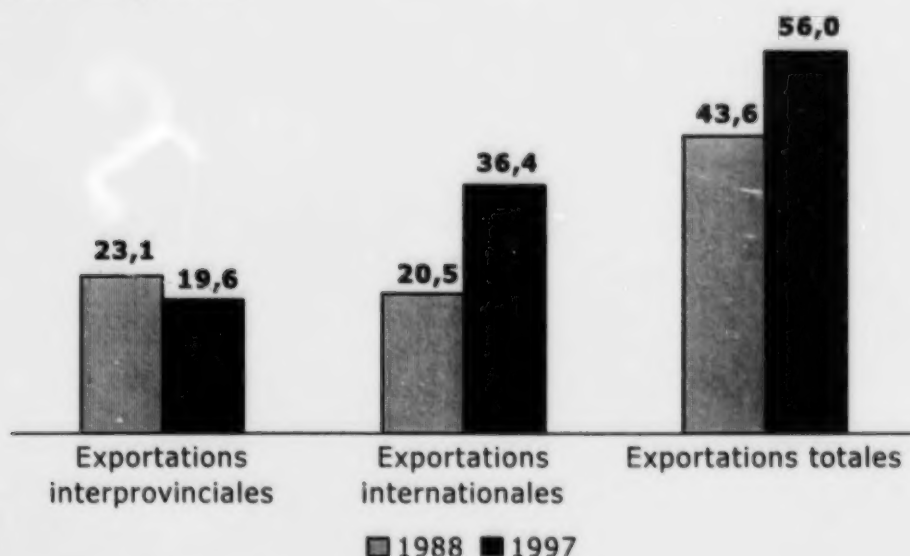
Source : Statistique Canada.

LE LIBRE-ÉCHANGE A FAVORISÉ LE COMMERCE NORD/SUD

- ➔ En 1997, les exportations totales du Québec s'élevaient à 56 % du produit intérieur brut comparativement à 43,6 % en 1988, soit juste avant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec les États-Unis.
- ➔ Cette augmentation s'explique exclusivement par le commerce avec des pays autres que le Canada :
 - près des deux tiers des exportations du Québec sont maintenant destinées à l'extérieur du Canada, comparativement à moins de 50 % en 1988;
 - les États-Unis sont maintenant devenus notre principal partenaire commercial devant le reste du Canada : plus de 80 % de toutes nos exportations de marchandises hors Canada leurs sont destinées.

Exportations internationales et interprovinciales du Québec

(en pourcentage du PIB)



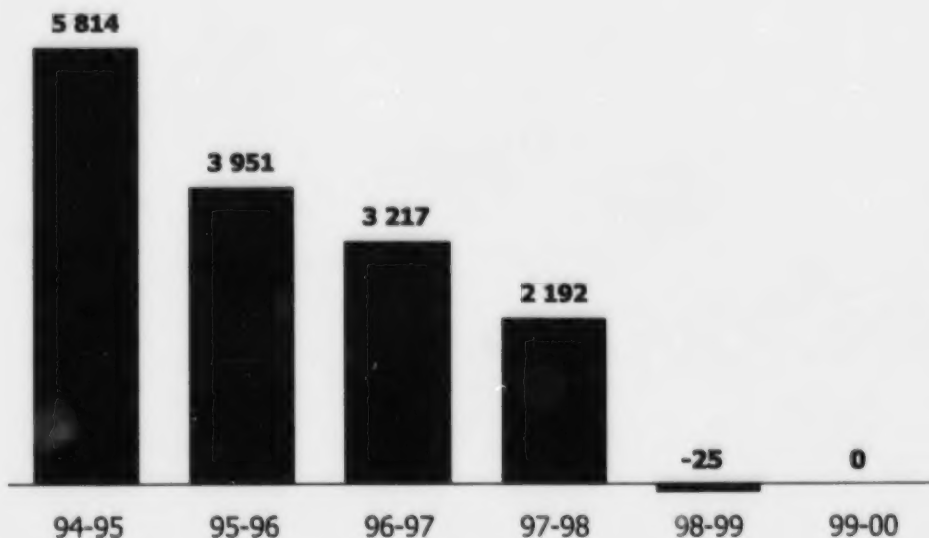
Source : Statistique Canada.

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ATTEINT UN AN PLUS TÔT QUE PRÉVU

- ➔ En ce qui concerne les finances publiques, les efforts importants qui ont été déployés en vue d'éliminer le déficit ont porté fruit.
- ➔ En effet, le déficit budgétaire a été éliminé en 1998-1999, un an plus tôt que prévu, alors qu'il s'élevait à 5,8 milliards de dollars en 1994-1995.
- ➔ Les progrès réalisés ont même permis d'investir des sommes additionnelles importantes dans les secteurs de la santé et de l'éducation dès 1998-1999.

Déficit du gouvernement du Québec

(en millions de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec.

2 Les défis à relever

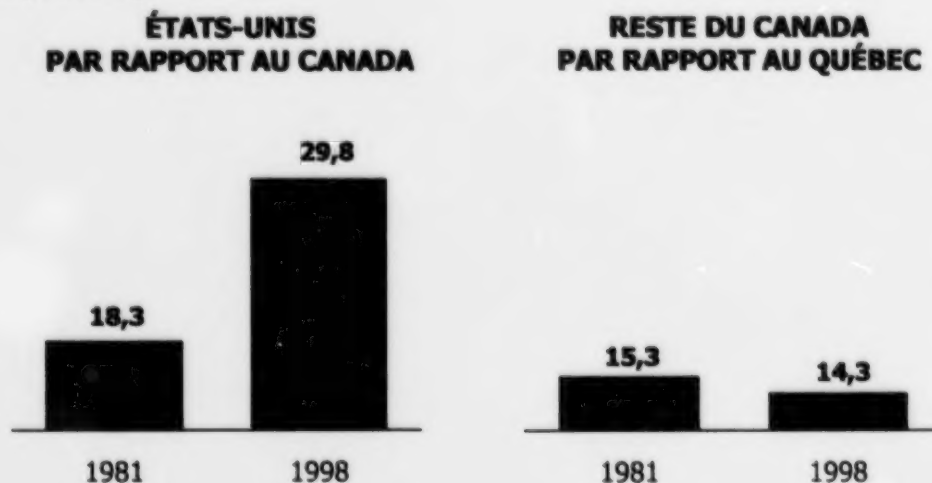
2.1 L'économie

UN PIB RÉEL PAR HABITANT INFÉRIEUR À CELUI DE NOS PARTENAIRES

- ➡ Malgré les progrès réalisés au cours des dernières années, tant au plan de l'économie que des finances publiques, il reste d'importants défis à relever.
- ➡ En ce qui concerne l'économie, on constate que, sur la base du produit intérieur brut par habitant, les canadiens et les québécois sont moins riches que les américains. En effet :
 - les américains sont 30 % plus riches que les canadiens;
 - alors que le reste du Canada est plus riche d'environ 14 % que le Québec.
- ➡ Par rapport à l'Ontario, l'écart du Québec s'établissait à 23 % en 1998.
- ➡ En dollars, cela veut dire qu'en 1998 :
 - le produit intérieur brut du Canada excluant le Québec représentait, par habitant, quelque 28 500 \$ (dollars constants de 1992);
 - comparativement à moins de 25 000 \$ au Québec;
 - et à près de 36 000 \$ aux États-Unis (dollars canadiens).

Excédent de PIB réel par habitant

(en pourcentage)



Sources : Data Ressources inc., Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

UN TAUX DE CHÔMAGE SUPÉRIEUR À CELUI DE NOS PARTENAIRES

- ➡ Le taux de chômage a diminué au cours des dernières années. Toutefois, il demeure encore nettement supérieur à celui observé au Canada et en Ontario :
 - de 25 % par rapport à la moyenne canadienne;
 - de 48 % par rapport à l'Ontario.
- ➡ Ces écarts ne sont pas nouveaux. En effet, on les observe depuis que les données du chômage sont mesurées, soit à la fin des années 1940. Bien que par rapport au Canada, les écarts aient peu changé depuis lors, il y a eu progrès lorsque l'on se compare à l'Ontario. Ainsi, durant les années 40 et 50, le taux de chômage dépassait :
 - la moyenne canadienne de 26 %;
 - de 70 % environ le taux de chômage observé en Ontario.
- ➡ Il y a donc eu certains progrès, mais le défi à relever demeure encore important.

Taux de chômage : Québec, Ontario et Canada

| | 1946-59 | 1960-79 | 1980-98 | 1999 ⁽¹⁾ |
|----------------------------|---------|---------|---------|---------------------|
| Niveau moyen en % : | | | | |
| Québec | 4,8 | 7,4 | 11,5 | 9,9 |
| Ontario | 2,8 | 4,7 | 8,1 | 6,6 |
| Canada | 3,8 | 5,9 | 9,6 | 7,9 |
| Rapport en % : | | | | |
| Québec/Ontario | 169 | 162 | 145 | 148 |
| Québec/Canada | 126 | 127 | 121 | 125 |

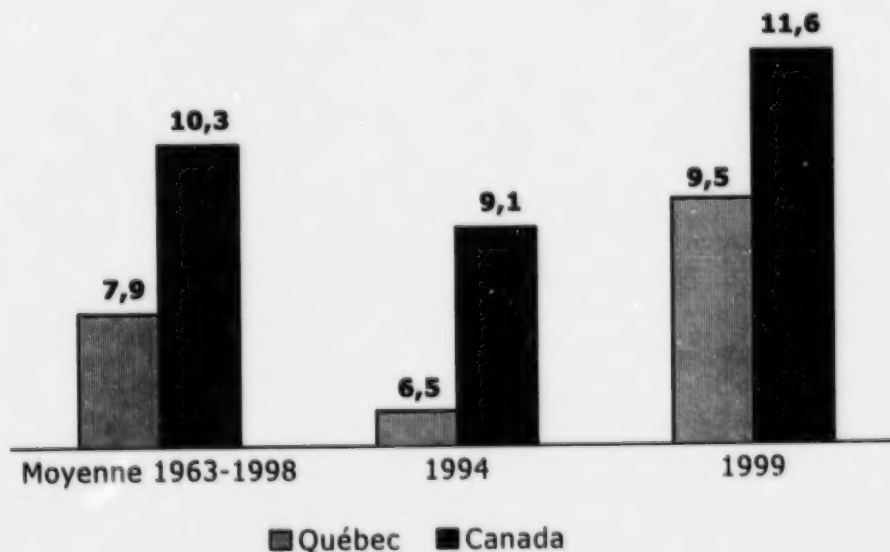
(1) Moyenne de janvier à août.
Source : Statistique Canada.

MALGRÉ LES PROGRÈS ACCOMPLIS, IL RESTE UN ÉCART À COMBLER EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

- ➡ Au cours des dernières années, le Québec a également réalisé d'importants progrès en matière d'investissement.
 - ➡ Malgré cette amélioration, le Québec souffre encore de sous-investissement.
 - ➡ Ainsi, en 1999, les investissements non résidentiels privés en pourcentage du PIB s'élèvent à 9,5 % au Québec et à 11,6 % au Canada :
- il s'agit d'un déficit de 2,1 points de pourcentage du PIB;
 - cet écart est moindre que celui de 2,6 points observé en 1994;
 - il est même légèrement moindre que celui que l'on observe en moyenne depuis de nombreuses années (2,4 points de pourcentage de 1963 à 1998).

Investissements non résidentiels privés

(en pourcentage du PIB)



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

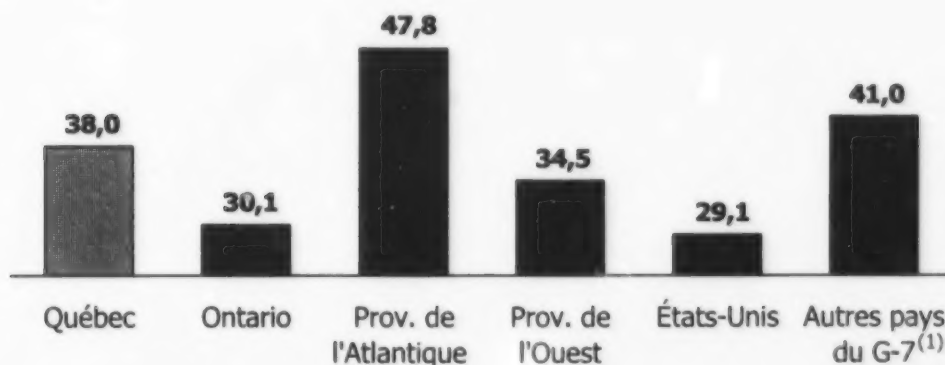
2.2 Les finances publiques

LE QUÉBEC INVESTIT BEAUCOUP DANS LES SERVICES PUBLICS

- ➡ Sur le plan des finances publiques, même si le déficit a été éliminé, les défis à relever demeurent importants.
- ➡ Malgré une richesse par habitant moindre, le niveau de services offert au Québec est comparable sinon plus élevé qu'ailleurs :
 - les dépenses publiques de tous les paliers de gouvernement au Québec totalisent près de 10 000 dollars par habitant, un niveau plus élevé qu'en Ontario et qu'en moyenne au Canada;
 - la part du PIB consacrée aux services publics est nettement plus élevée au Québec (38,0 %) que chez ses principaux partenaires commerciaux;
 - dans les provinces de l'Atlantique, la part élevée des dépenses de programmes dans le PIB (47,8 %) s'explique par un PIB par habitant plus faible, jumelé à des dépenses du gouvernement fédéral et des transferts fédéraux élevés.
- ➡ Pour financer un tel niveau de dépenses sans recourir aux déficits, le Québec doit exercer une ponction fiscale importante.

Dépenses de programmes de l'ensemble des administrations publiques (1998-1999)

(en pourcentage du PIB)



(1) Allemagne, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.

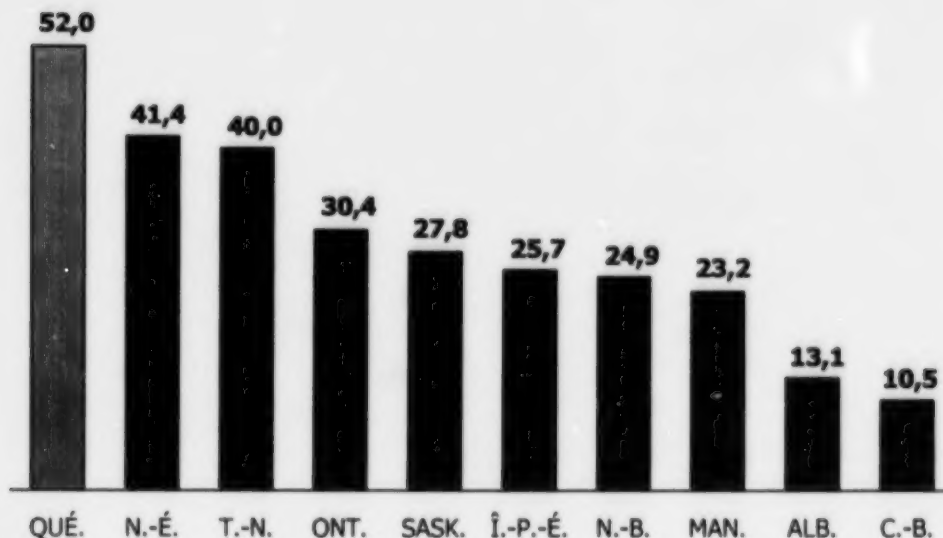
Sources : OCDE, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

LE QUÉBEC A UN TAUX D'ENDETTEMENT ÉLEVÉ

- ➡ Il est important de rappeler que dans le passé, une partie importante des services publics a été financée par un recours à l'endettement.
- ➡ En conséquence, malgré l'élimination récente du déficit, le taux d'endettement du Québec est maintenant le plus important au Canada.
- ➡ La dette totale du gouvernement du Québec représente :
 - 98 milliards de dollars, soit 52 % du PIB;
 - 13 300 dollars par habitant.
- ➡ En trente ans seulement, la dette en proportion du PIB a été multipliée par cinq (de 10,8 % en 1970 à 52 % en 1998).

Dette brute des provinces canadiennes au 31 mars 1998

(en pourcentage du PIB)



Source : Ministère des Finances du Québec.

MOINS DE SERVICES POUR CHAQUE DOLLAR D'IMPÔTS ET TAXES

- ➔ La hausse importante de l'endettement au cours des trente dernières années fait en sorte que le gouvernement du Québec doit consacrer une part toujours plus considérable de ses revenus au paiement des intérêts sur la dette totale :

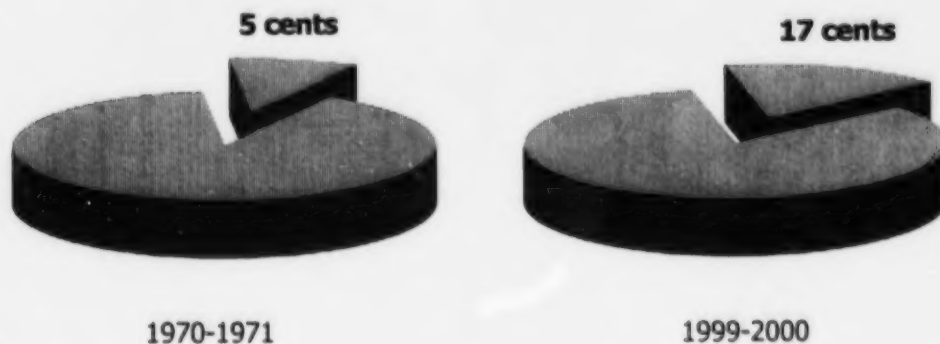
- cette part est passée de 5 cents par dollar de revenu en

1970-1971 à 17 cents en 1999-2000.

- ➔ Alors que les contribuables ont un fardeau fiscal plus élevé qu'en 1970, ils reçoivent en retour moins de services pour chaque dollar d'impôts et taxes versé au gouvernement.

Revenus du gouvernement du Québec consacrés aux intérêts sur la dette totale

(en cents par dollar)



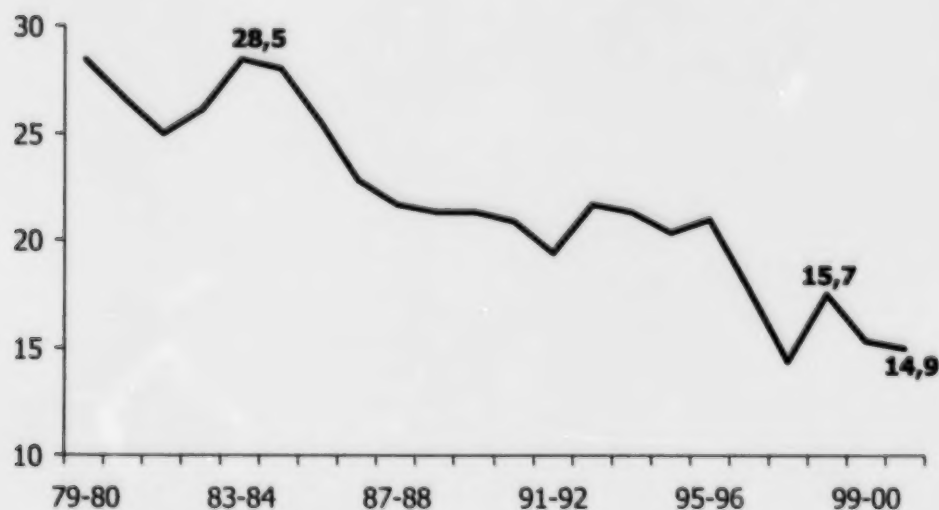
Source : Ministère des Finances du Québec.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONTRIBUE DE MOINS EN MOINS AU FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

- ➡ Du côté des revenus, la diminution des transferts financiers versés par le gouvernement fédéral constitue une contrainte financière importante pour le gouvernement du Québec :
 - en 1983-1984, les transferts financiers fédéraux représentaient 28,5 % des revenus du gouvernement du Québec;
 - en 2000-2001, cette proportion ne sera plus que de 14,9 %.
- ➡ Le gouvernement fédéral contribue de moins en moins au financement des services publics, notamment en matière de santé, d'éducation et de sécurité du revenu.

Transferts fédéraux versés au gouvernement du Québec

(en pourcentage des revenus budgétaires)



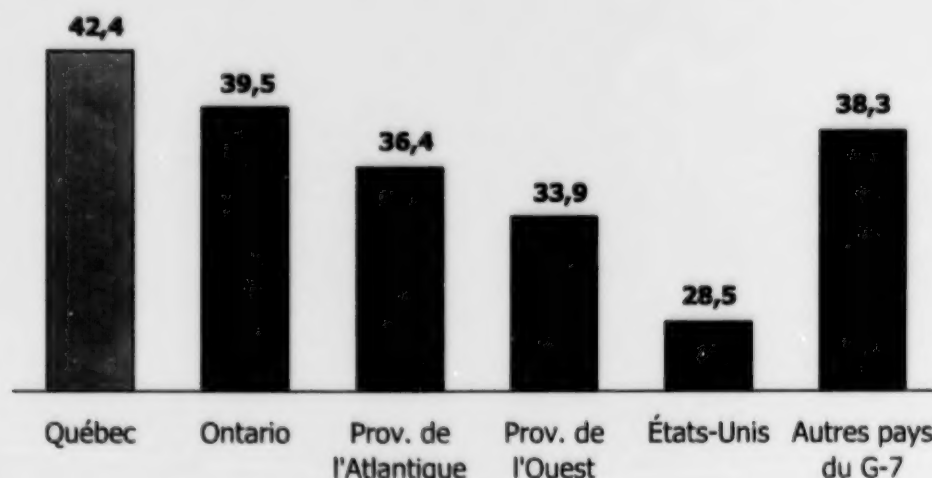
Source : Ministère des Finances du Québec.

CONSÉQUENCE : LE FARDEAU FISCAL LE PLUS ÉLEVÉ EN AMÉRIQUE DU NORD

- ➔ La conséquence directe d'une richesse par habitant moindre, d'un niveau de services publics élevés, d'un taux d'endettement élevé et de transferts fédéraux en décroissance est un fardeau fiscal plus élevé.
- ➔ En considérant l'ensemble des recettes fiscales prélevées par tous les paliers de gouvernement, le Québec a le fardeau fiscal le plus élevé en Amérique du Nord :
 - le poids de la fiscalité est plus lourd qu'ailleurs en proportion du PIB;
 - depuis 1980, notamment, près des deux tiers de la hausse de la richesse par habitant a été accaparée par la fiscalité;
 - cette situation entrave la croissance économique, que ce soit par un déplacement de l'activité économique vers d'autres juridictions, une baisse de l'investissement, une désincitation au travail et une incitation à l'évasion fiscale. La capacité de financer adéquatement les services publics s'en trouve également affectée.

Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques (1996)

(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

L'ÉCART DE FARDEAU FISCAL EST PARTICULIÈREMENT IMPORTANT À L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

➡ L'écart de fardeau fiscal est particulièrement important à l'impôt sur le revenu des particuliers :

- l'écart moyen avec les autres provinces canadiennes est de 3,1 milliards de dollars et de 5,8 milliards de dollars avec l'Ontario.

➡ L'engagement du gouvernement de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers de 1,3 milliard de dollars d'ici 2002-2003 ne diminuera que partiellement l'écart actuel avec

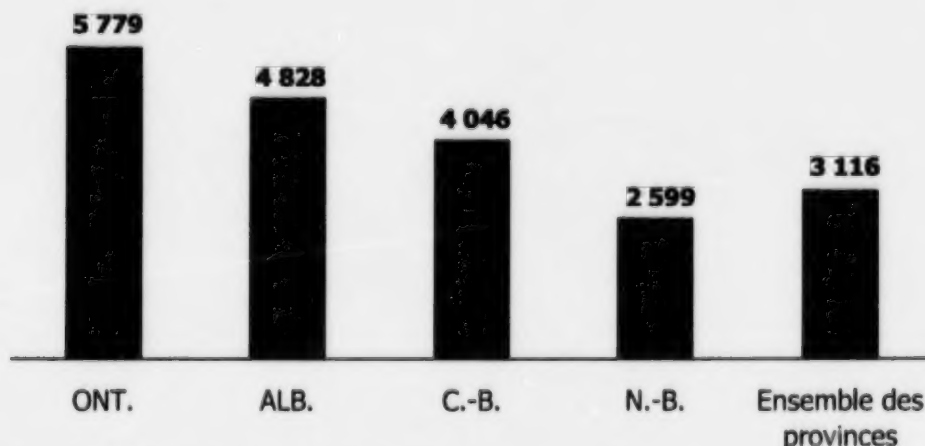
le reste du Canada puisque les impôts seront également réduits dans plusieurs autres provinces.

➡ Par exemple, compte tenu de la réduction additionnelle de 20 % annoncée en Ontario, l'écart avec cette province demeurera sensiblement équivalent et ce, malgré la baisse de 1,3 milliard de dollars au Québec :

- en effet, il passera de 5,8 milliards de dollars à 5,7 milliards de dollars à terme.

Fardeau fiscal excédentaire du Québec à l'impôt sur le revenu des particuliers (1999)

(en millions de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec.

LES TAXES À LA CONSOMMATION SONT À UN NIVEAU COMPARABLE À LA MOYENNE CANADIENNE

- Par ailleurs, toutes les autres sources de revenus sont pleinement utilisées.
- Les taxes québécoises à la consommation sont à un niveau comparable à la moyenne canadienne :
 - le taux de la taxe de vente du Québec (TVQ) est du même ordre que dans les autres provinces;
 - le taux de la taxe spécifique sur l'essence est plus élevé;
 - le taux de la taxe sur le tabac est inférieur à la moyenne du reste du Canada, mais une augmentation importante n'est pas souhaitable en raison des problèmes de contrebande.

Taux des taxes à la consommation (1999)

| | Québec | Autres Provinces |
|---|--------------------|---------------------|
| Taxe de vente (en pourcentage) | 8,0 ⁽¹⁾ | 7,0 |
| Taxe spécifique sur l'essence régulière (cents par litre) | 15,2 | 12,8 |
| Taxe spécifique sur la cigarette (cents par cigarette) | 4,0 | 7,0 |

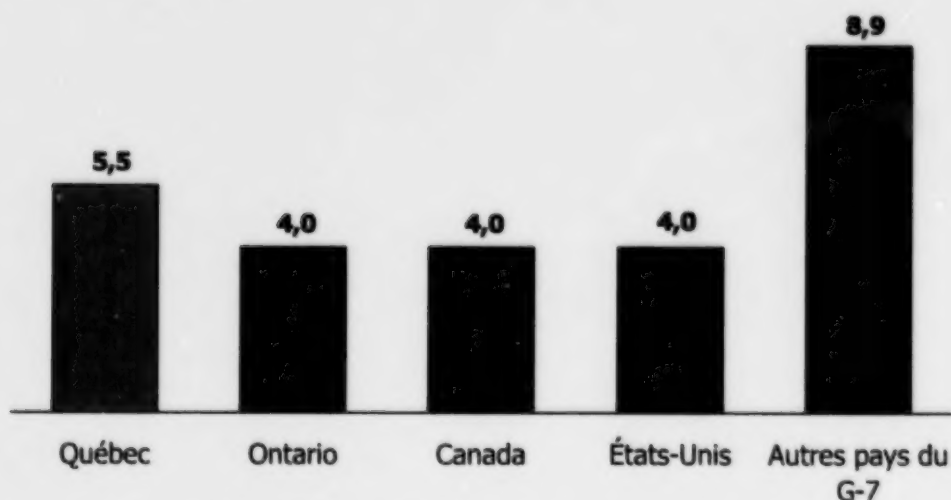
(1) Taux effectif de la TVQ de 7,5 % s'appliquant sur la TPS fédérale de 7 %.
Source : Ministère des Finances du Québec.

RÉGIME FISCAL DES ENTREPRISES : GLOBALEMENT COMPÉTITIF MALGRÉ QUE LES TAXES SUR LA MASSE SALARIALE SONT ÉLEVÉES

- ➡ Les taxes sur la masse salariale au Québec sont élevées dans le contexte nord-américain :
 - en pourcentage du PIB, les taxes sur la masse salariale supportées par les employeurs sont plus élevées au Québec qu'au Canada et qu'aux États-Unis;
- par ailleurs, elles sont moins élevées que dans les autres pays du G-7.
- ➡ Or, il importe de préserver une fiscalité concurrentielle avec les États-Unis et le reste du Canada, puisqu'ils constituent les principaux partenaires commerciaux du Québec.

Taxes sur la masse salariale (1996)

(en pourcentage du PIB)

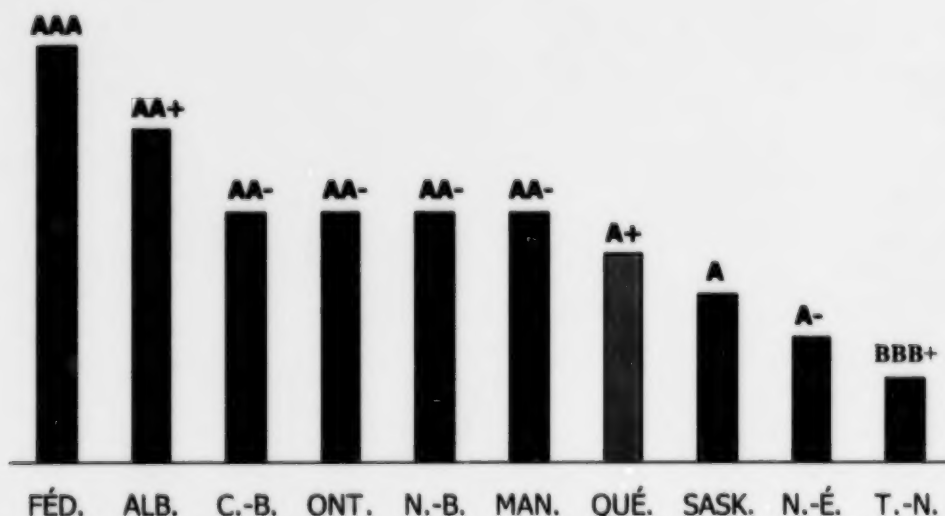


Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

MALGRÉ UNE PERSPECTIVE AMÉLIORÉE, UNE COTE DE CRÉDIT PARMIS LES PLUS FAIBLES AU CANADA

- ➔ Enfin, malgré l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 1998-1999, le Québec demeure vulnérable aux chocs sur les marchés financiers.
- ➔ Malgré huit années consécutives de croissance économique, la cote de crédit du Québec ne s'est pas améliorée et demeure parmi les plus faibles au Canada, en raison principalement :
 - du poids de la dette résultant de l'accumulation des déficits passés;
 - de la fiscalité trop lourde.
- ➔ Cependant, les deux grandes agences américaines de notation de crédit ont récemment reconnu l'amélioration des finances publiques du Québec en révisant favorablement la perspective associée à la cote attribuée au Québec.

Cotes de crédit attribuées par la firme Standard and Poor's⁽¹⁾



(1) La position relative du Québec est la même en considérant les cotes de crédit attribuées par la firme Moody's.

3 Les perspectives pour l'année 1999-2000

MAINTIEN DU DÉFICIT À ZÉRO EN 1999-2000 ET 2000-2001

- ➔ Le plan budgétaire du gouvernement du Québec présenté lors du Discours sur le budget de mars 1999 prévoit que le déficit sera maintenu à zéro en 1999-2000 et 2000-2001.
- ➔ Ce plan tient compte de l'évolution prévisible des revenus et des dépenses du gouvernement, selon les politiques fiscales et budgétaires en vigueur et la croissance économique prévue.

Plan budgétaire du gouvernement du Québec

(en millions de dollars)

| | 1999-2000 | 2000-2001 |
|---------------------------|-----------------|-----------------|
| Revenus autonomes | 38 284 | 38 952 |
| Transferts fédéraux | 6 908 | 6 839 |
| Total des revenus | 45 192 | 45 791 |
| Dépenses d'opérations | - 37 593 | - 38 162 |
| Service de la dette | - 7 599 | - 7 629 |
| Total des dépenses | - 45 192 | - 45 791 |
| Surplus budgétaire | 0 | 0 |

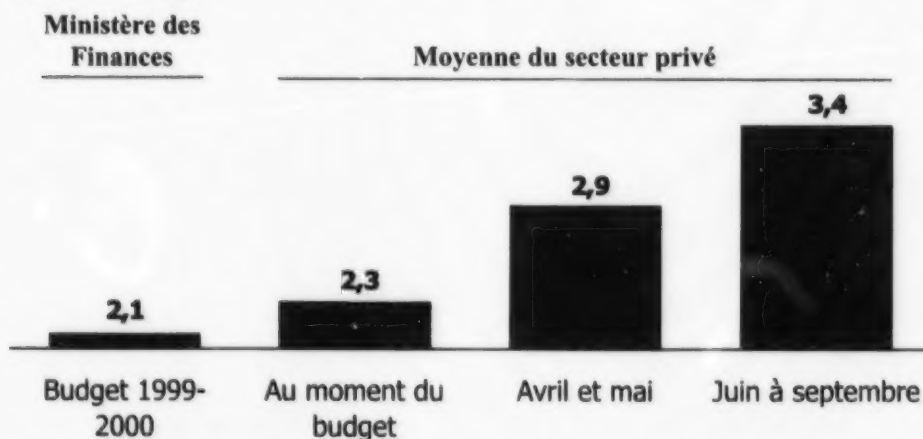
Source : Ministère des Finances du Québec.

DEPUIS LE BUDGET, LE SECTEUR PRIVÉ A RÉVISÉ À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE POUR 1999

- ➔ Depuis le Discours sur le budget, les perspectives de croissance économique se sont améliorées.
- ➔ Au moment du Discours sur le budget 1999-2000, le secteur privé prévoyait en moyenne une croissance du PIB réel de 2,3 % au Québec. Cela représentait quelque 0,2 point de pourcentage de plus que la prévision qui a servi de base à la planification du budget.
- ➔ Les résultats jusqu'à présent ont surpris tous les experts par leur vigueur :
 - l'économie américaine connaît une progression qui dépasse nettement, une nouvelle fois, les prévisions;
 - au Québec, les ventes au détail ont progressé de 5,8 % au cours des sept premiers mois de l'année;
 - le total des investissements non résidentiels, selon l'enquête sur les intentions d'investir de Statistique Canada de juillet dernier, devraient croître de 7,7 % au Québec en 1999. C'est beaucoup plus que ce que l'enquête de février laissait entrevoir (0,9 %).
- ➔ Ces données, entres autres, ont amené les experts à réviser leurs prévisions de croissance pour cette année. Ils anticipent maintenant une progression de 3,4 % pour 1999.

Prévisions de croissance du PIB réel du Québec en 1999

(en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

PEU DE MARGE DE MANŒUVRE ADDITIONNELLE POUR LE GOUVERNEMENT EN 1999-2000

- ➔ Même si la croissance économique devait être plus forte que prévu en 1999, cela aurait peu d'impact sur les revenus du gouvernement :
 - 1 point de pourcentage de plus de croissance économique se traduirait par une augmentation de l'ordre de 380 millions de dollars des revenus autonomes.
- ➔ Cependant, le Québec pourrait perdre la moitié de ce montant, soit 190 millions de dollars, en baisse de revenus de transferts fédéraux.
- ➔ L'impact net sur les revenus du gouvernement serait alors de 190 millions de dollars additionnels, ce qui représente seulement 0,4 % des revenus budgétaires totaux prévus.
- ➔ Toutefois, le gouvernement dispose de trop peu d'information à ce moment-ci pour réviser ses prévisions budgétaires.

Impact net sur les revenus du gouvernement du Québec d'une variation de 1 point de pourcentage du PIB

(en millions de dollars)

| | |
|---|--------------|
| Revenus autonomes prévus pour 1999-2000 | 38 284 |
| Variation de 1 point de pourcentage de la croissance économique | X 0,01 |
| Revenus autonomes additionnels | 380 |
| Moins : Baisse des revenus de transferts fédéraux | - 190 |
| Impact net | 190 |

4 Les orientations fiscales et budgétaires à privilégier au cours des prochaines années

PRIORITÉS : RÉDUCTION DU FARDEAU FISCAL...

- ➡ Au cours des prochaines années, la priorité du gouvernement devrait être de réduire le fardeau fiscal, la principale hypothèque à laquelle fait face le Québec, tout en maintenant le déficit à zéro.
- ➡ Une réduction du fardeau fiscal permettrait de :
 - favoriser la croissance économique et la création d'emplois;
 - accentuer la compétitivité économique du Québec en réduisant les écarts défavorables avec les juridictions avoisinantes;
 - redonner aux contribuables une partie des fruits de la lutte au déficit;
- assurer la pérennité des services publics grâce à une croissance économique accrue.
- ➡ Lors du dernier Discours sur le budget, le gouvernement s'est engagé à réduire le fardeau fiscal d'un montant de 1,3 milliard de dollars d'ici 2002-2003.
- ➡ Cette baisse ne permettra cependant pas de réduire significativement l'écart observé actuellement avec les autres provinces canadiennes à l'impôt sur le revenu des particuliers.

... TOUT EN PRÉSERVANT LES ACQUIS EN TERMES DE SERVICES PUBLICS

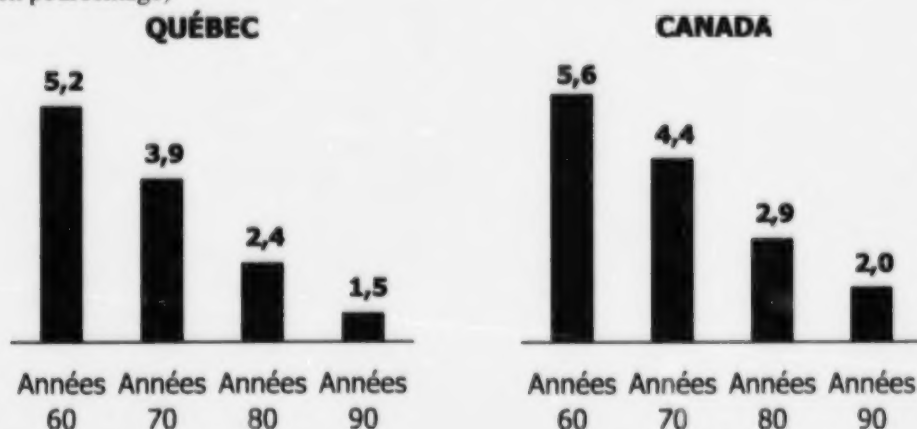
- ➡ Pour être en mesure de réduire le fardeau fiscal, il faudra que les dépenses augmentent à un rythme compatible avec la capacité de payer de la population, d'autant plus que le Québec investit déjà beaucoup dans les services publics par rapport aux autres juridictions.
- ➡ Le gouvernement propose donc de maintenir les dépenses de programmes par habitant à un niveau constant tout en tenant compte de l'inflation :
 - cela implique que le niveau global des dépenses de programmes augmentera de 2 % par année;
 - cela permettra de préserver les acquis en termes de services publics.
- ➡ Par ailleurs, les pressions sont importantes dans plusieurs secteurs de dépenses.
- ➡ Les dépenses de santé sont notamment en forte croissance en raison :
 - du vieillissement de la population;
 - de l'évolution des coûts de la technologie et des nouveaux traitements;
 - de la croissance des coûts et de la consommation des médicaments assurés.
- ➡ En conséquence, le gouvernement devra poursuivre une gestion rigoureuse des dépenses pour respecter les cibles fixées.
- ➡ Quant à la dette, avec le maintien du déficit à zéro, elle diminuera graduellement en proportion du PIB par l'effet de la croissance économique.

UNE GESTION DES DÉPENSES QUI TIENT COMPTE DU FAIT QUE L'ÉCONOMIE NE CROÎT PLUS AUSSI VITE QU'AUPARAVANT

- ➔ L'orientation proposée à l'égard des dépenses de programmes tient compte du fait que l'économie et les revenus du gouvernement n'augmentent plus aussi vite qu'auparavant.
- ➔ Alors que durant les années 1960, la croissance économique réelle moyenne au Québec dépassait les 5 % par année, durant les années 1990, elle n'a été que de 1,5 %.
- ➔ Il ne s'agit pas d'un phénomène unique au Québec ; le Canada a aussi connu une baisse du taux de croissance économique au cours des dernières décennies : 5,6 % en moyenne par année dans les années 1960 et 2,0 % au cours des années 1990.
- ➔ La croissance économique plus faible qu'auparavant et la réduction de l'inflation ont un impact direct sur l'évolution des revenus autonomes du gouvernement. Ceux-ci augmentent à peu près au même rythme que l'économie lorsque la structure fiscale est maintenue constante.
- ➔ De plus, en supposant que les transferts fédéraux demeureront stables, les revenus budgétaires augmenteront globalement à un rythme inférieur au PIB nominal.

Croissance moyenne du produit intérieur brut réel

(en pourcentage)



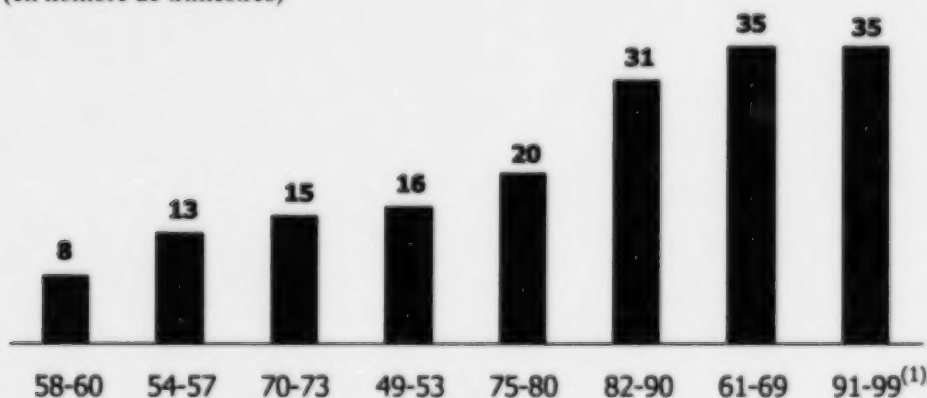
Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Conference Board du Canada et ministère des Finances du Québec.

L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC N'EST PAS À L'ABRI D'UNE RÉCESSION

- Enfin, le gouvernement doit être en mesure de faire face à des situations imprévues sans remettre en question ses objectifs fiscaux et budgétaires.
- À cet égard, le cycle actuel de croissance économique est l'un des plus longs depuis la seconde guerre mondiale.
- À la fin de 1999, les États-Unis auront connu 35 trimestres consécutifs de croissance économique :
 - ce qui en fait le cycle de croissance le plus long de l'histoire de l'après-guerre, à égalité avec celui des années 1960;
 - ce cycle de croissance ne se poursuivra pas indéfiniment.
- Le jour où l'économie américaine tombera en récession, l'économie du Québec, s'appuyant de plus en plus sur celle-ci, ne pourra pas l'éviter.
- L'avènement d'une récession pourrait entraîner un manque à gagner important au plan budgétaire.
- En effet, une récession signifie une baisse de la richesse collective. Cela entraîne :
 - une baisse de revenus pour le gouvernement;
 - une hausse des dépenses, entre autres celles reliées à la sécurité du revenu.

Durée des cycles de croissance aux États-Unis

(en nombre de trimestres)



(1) Estimé à la fin de 1999.
Source : Data Ressources inc.

Conclusion

Malgré le fait que le déficit ait été éliminé, le gouvernement doit poursuivre ses efforts de saine gestion des finances publiques et d'amélioration de la compétitivité de l'économie du Québec.

Au cours des prochaines années, la priorité du gouvernement devrait être de réduire le fardeau fiscal tout en préservant les acquis en termes de services publics. Une fiscalité plus compétitive favorisera une croissance économique soutenue et la création d'emplois, ce qui contribuera à assurer la pérennité des services publics.

Pour permettre de réduire le fardeau fiscal, il faudra que les dépenses gouvernementales augmentent selon un rythme compatible avec la capacité de payer de la population du Québec. Le gouvernement propose donc de stabiliser le niveau des dépenses de programmes par habitant. Compte tenu de l'inflation, cela signifie une croissance annuelle des dépenses de programmes de 2 %. Une telle croissance des dépenses permettra de préserver les acquis en termes de services publics.

Par ailleurs, étant donné les pressions qui s'exercent dans plusieurs secteurs de dépenses, le gouvernement devra poursuivre une gestion rigoureuse pour respecter les cibles fixées.

Un fardeau fiscal ramené à un niveau raisonnable et une croissance des dépenses de programmes permettant d'assurer un financement adéquat des services publics constituent des conditions essentielles qui permettront au Québec de relever les défis qui se présentent à l'aube du prochain millénaire.